

Depuis un an, le SNUipp-FSU demande que des mesures de protection supplémentaires soient mises en place pour que la situation dans les écoles soit tenable. Une autre politique pour les services publics et pour l'école doit être menée. Un plan d'urgence pour l'école aurait dû permettre de faire face à cette crise sans précédent et de retrouver des conditions de travail sereines et des conditions d'apprentissage favorables à la réussite de toutes et tous.

Or, les changements de protocoles incessants et toutes les décisions irresponsables prises ont contribué à accélérer la diffusion du virus et ont épuisé une profession déjà malmenée.

Cette diffusion du virus, devenue ingérable, a conduit le gouvernement à fermer les écoles et modifier le calendrier scolaire. Ce ne sont cependant pas—trois journées d'école en moins et deux semaines de vacances plus ou moins confinées qui ont changé quoi que ce soit. Les indicateurs sont donc toujours dans le rouge malgré les propos minimisants de Jean-Michel Blanquer et les taux de contamination similaires à ceux de la quinzaine précédant l'annonce de la fermeture des établissements. A nouveau, les écoles rouvrent ce lundi 26 avril sans grands changements effectifs, mais avec quelques vagues promesses.

Nous exigeons d'être entendu-es et protégé-es. Nous exigeons des garanties effectives, et pas seulement sur le papier, pour cette reprise :

- La fermeture d'une classe dès l'apparition du 1<sup>er</sup> cas de COVID chez les élèves comme chez le personnel reste actée, mais il faut **des règles claires, stables et réellement appliquées concernant l'identification des cas contacts, leur isolement et leur dépistage.**
- Les remplacements d'enseignant-es absent-es assurés : en cas de non-remplacement, l'institution doit assumer et **c'est elle qui doit indiquer aux familles que l'école n'est pas en mesure d'accueillir les enfants afin d'éviter les brassages.** Le SNUipp-FSU a quant à lui pris ses responsabilités et lancé une consigne de non accueil des élèves dès le premier jour du non remplacement.
- La priorité à la vaccination le plus rapidement possible pour tous les personnels qui le souhaitent.
- Des masques chirurgicaux pour tous les personnels et les enfants, fournis par l'éducation nationale ainsi que des masques FFP2 pour les personnels qui en feraient légitimement la demande
- Une politique de tests cohérente et massive afin d'identifier les cas confirmés et procéder à leur isolement
- Des capteurs de CO2
- La fin des pressions de certains IEN pour assurer l'ouverture des écoles « quoi qu'il en coûte » au détriment des personnels, des élèves et de leurs familles

Nous rappelons par ailleurs que l'incantation à « faire classe dehors » ne peut être l'alpha et l'omega d'une politique de santé publique, surtout en Ile-de-France !

**Sans ces garanties-là, les SNUipp-FSU d'Ile-de-France s'inquiètent puisqu'aucune mesure n'aura été prise afin que la situation s'améliore.**

**Par conséquent, les SNUipp-FSU d'Ile-de-France déposent une alerte sociale dans le cadre d'un préavis de grève et appelleront les collègues à la mobilisation comme moyen de protéger leur santé, celles des élèves et des familles !**